



**PRÉFET
DU GERS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Préfecture du Gers
Secrétariat général
Direction de la citoyenneté et de la légalité
Bureau du droit de l'environnement**

**Arrêté préfectoral complémentaire n°32-2024-06-19-00005
modifiant l'arrêté préfectoral complémentaire n°32-2023-05-23-00005 du 23 mai 2023
encadrant les travaux de réhabilitation de l'ancienne décharge
sise chemin de Saint-Lys sur la commune de l'Isle-Jourdain**

**Le Préfet du Gers,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

Vu le code de l'environnement ;

Vu la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le décret du 13 juillet 2023, nommant Monsieur Laurent CARRIÉ, préfet du Gers ;

Vu le décret du 10 mai 2024, nommant Monsieur Cédric KARI-HERKNER, secrétaire général de la préfecture du Gers, sous-préfet d'Auch ;

Vu l'arrêté ministériel n°DEVP1519168A, du 15 février 2016, relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux ;

Vu l'arrêté préfectoral du 09 janvier 1981, autorisant la commune de l'Isle-Jourdain à exploiter un dépôt d'ordures ménagère en décharge contrôlée ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire, du 23 mai 2023, encadrant les travaux de réhabilitation de l'ancienne décharge sise chemin de Saint-Lys sur la commune de l'Isle-Jourdain ;

Vu l'arrêté préfectoral du 20 mai 2024, portant délégation de signature à M. Cédric KARI-HERKNER, secrétaire général de la préfecture du Gers, sous préfet d'Auch ;

Vu le dossier du 06 février 2024, transmis par la mairie de l'Isle-Jourdain le 06 mars 2024, relatif à la modification du positionnement de la zone de stockage des suintements de lixiviats de l'ancienne décharge sise chemin de Saint-Lys sur la commune de l'Isle-Jourdain ;

Vu le rapport de l'Inspection des installations classées, en date du 06 mai 2024, faisant suite au dépôt du dossier susvisé ;

Vu le courrier du 16 mai 2024, informant la mairie de l'Isle-Jourdain de la proposition d'un arrêté préfectoral complémentaire et du délai dont elle dispose pour formuler ses observations, conformément aux dispositions de l'article R. 181-45 du code de l'environnement ;

Vu l'absence d'observation, dans le délai imparti de quinze jours, de la mairie de l'Isle-Jourdain sur le projet d'arrêté qui lui a été transmis ;

Considérant que le déplacement de l'installation de stockage des suintements de lixiviats permet d'assurer la stabilité du pied de talus de la décharge ;

Considérant que le déplacement de l'installation de stockage des suintements de lixiviats permet d'augmenter l'emprise disponible pour la réalisation des travaux et pour l'exploitation de l'installation ;

Considérant que le déplacement de l'installation de stockage des suintements de lixiviats permet de favoriser un écoulement gravitaire des lixiviats depuis la tranchée de drainage vers la cuve de stockage ;

Considérant que les modifications apportées à l'installation de stockage des suintements de lixiviats ne sont pas de nature à porter atteinte aux intérêts visés aux articles L. 511-1 et L. 211-1 du code de l'environnement ;

Considérant que les modifications apportées à l'installation de stockage des suintements de lixiviats sont notables mais non substantielles, en application de l'article R. 181-46 du code de l'environnement ;

Considérant que les articles 1.2.2, 2.1.2 et 2.4.3 de l'arrêté complémentaire du 23 mai 2023 nécessitent d'être mis à jour ;

Considérant qu'il convient d'acter les modifications des articles 1.2.2, 2.1.2 et 2.4.3 de l'arrêté complémentaire du 23 mai 2023 par un arrêté préfectoral complémentaire en application des dispositions de l'article R. 181-45 du code de l'environnement ;

Considérant qu'il n'est pas nécessaire de présenter ce projet d'arrêté préfectoral complémentaire à l'avis des membres du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques (CoDERST) compte tenu que les modifications de l'installation sont notables mais non-substantielles au regard des dispositions de l'article R. 181-46 du code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Gers,

ARRÊTE

ARTICLE 1 - SITUATION DE L'ÉTABLISSEMENT

Les dispositions de l'article 1.2.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 23 mai 2023 sont remplacées par les dispositions suivantes :

Les installations sont situées sur le territoire de la commune de l'Isle-Jourdain, au chemin de Saint-Lys sur les parcelles cadastrées 111, 145, 147, 148, 177 et 179 de la section CD et sur la parcelle n°234 de la section BZ du plan cadastral de la commune de l'Isle-Jourdain représentant une surface totale de 73 511 m².

Les installations de stockage des suintements de lixiviats sont situées sur le territoire de la commune de l'Isle-Jourdain, entre le chemin de Saint-Lys et la RN124, sur la parcelle non numérotée de la section CD du plan cadastral de la commune de l'Isle-Jourdain représentant une surface totale de 1 098 m².

L'ensemble des parcelles précitées est la propriété de la commune de l'Isle-Jourdain.

ARTICLE 2 - ACCÈS AU SITE

Les dispositions de l'article 2.1.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 23 mai 2023 sont remplacées par les dispositions suivantes :

Afin d'en interdire l'accès à toute personne non autorisée, l'installation de stockage de déchets et l'installation de stockage des suintements de lixiviats disposent sur toute leur périphérie d'une clôture suffisamment résistante de deux mètres de hauteur minimum.

La clôture doit être maintenue en bon état pendant toute la période de post-exploitation de 25 ans.

L'accès à l'installation de stockage de déchets est assuré par un portail doubles vantaux de 4 mètres de largeur fermant à clef. L'accès à l'installation de stockage des suintements de lixiviats est assuré par un portail fermant à clef.

Un accès dédié à l'installation de stockage des suintements de lixiviats est aménagé en matériaux concassés depuis le chemin de Saint-Lys.

ARTICLE 3 - GESTION DES LIXIVIATS ET DES EAUX PLUVIALES EN CONTACT AVEC LES DÉCHETS

Les dispositions de l'article 2.4.3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 23 mai 2023 sont remplacées par les dispositions suivantes :

Une tranchée drainante de 1,5 mètres de profondeur est présente en pied du talus Nord, au contact du fossé bordant le chemin de Saint-Lys, pour collecter les suintements de lixiviats générés par l'infiltration des eaux pluviales au droit de la couverture.

Une cuve de stockage enterrée de capacité minimale de 10 m³ est présente entre le chemin de Saint-Lys et la RN124, sur la parcelle non numérotée de la section CD du plan cadastral de la commune de l'Isle-Jourdain, pour collecter les suintements de lixiviats. La cuve est équipée d'automatisme pour contrôler le niveau d'effluents stockés avec report d'alarme en cas d'atteinte de niveau haut, et d'un système de surverse pour rejeter directement les effluents au milieu naturel en cas de qualité chimique compatible. Dans le cas contraire ils seront évacués à l'extérieur du site, dans une structure en capacité de traiter de tels effluents.

Aucune installation de traitement des lixiviats n'est installée sur site.

L'exploitant met en place une procédure interne de gestion de la cuve de stockage permettant de définir les modalités de suivi, de surveillance et de gestion des effluents. Un registre est tenu à la disposition de l'Inspection des installations classées.

La dilution des effluents est interdite. En aucun cas, elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs seuils de rejets fixées par le présent arrêté. Il est interdit d'abaisser les concentrations en substances polluantes des rejets par simples dilutions autres que celles résultant du rassemblement des effluents normaux de l'installation.

Les rejets directs ou indirects d'effluents dans la nappe d'eaux souterraines sont interdits.

ARTICLE 4 - PUBLICATION ET AFFICHAGE

Conformément à l'article R. 181-44 du Code de l'environnement, en vue de l'information des tiers :

1. Une copie du présent arrêté complémentaire est déposée à la mairie de l'Isle-Jourdain et peut y être consultée ;
2. Un extrait de cet arrêté est affiché en mairie de l'Isle-Jourdain pendant une durée minimum d'un mois. Le procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;
3. L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Gers pendant une durée minimale de quatre mois et sur le recueil des actes administratifs de la préfecture du Gers.

Un extrait de cet arrêté est affiché en permanence de façon lisible à l'entrée de l'installation par les soins du bénéficiaire de l'autorisation ;

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

ARTICLE 5 - NOTIFICATION

L'arrêté sera notifié à la mairie de l'Isle-Jourdain, place de l'hôtel de ville à l'Isle-Jourdain (32600).

ARTICLE 6 - EXÉCUTION

Le secrétaire général de la préfecture du Gers, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Occitanie (DREAL) et le maire de l'Isle-Jourdain sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Auch, le 19 juin 2024

Pour le Préfet et par délégation,
le secrétaire général



Cédric KARI-HERKNER

Délais et voies de recours

Conformément aux articles L. 171-11 et L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente (le tribunal administratif de Pau, Villa Noubilos – Cours Lyautey – BP 543 – PAU CEDEX) dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du même code :

1. par les tiers intéressés, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code susvisé dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions.
2. par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1 et 2.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du Code de l'environnement).

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet www.telerecours.fr.